



Association Romande des Intermédiaires Financiers

Rue de Rive 8 – CH – 1204 Genève

Tél. 022 310 07 35 – Fax 022 310 07 39 – www.arif.ch - e-mail : info@arif.ch

COM M U N I Q U E DE PRESSE

(EMBARGO 9 octobre 2006 11 h.)

Taxe de surveillance LBA : L'administration de Hans-Rudolf Merz passe en force

Le 7 septembre 2006, L'Autorité fédérale de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment d'argent (l'ACLBA) a notifié aux 11 Organismes d'autorégulation reconnus (OAR), une taxe de surveillance. Le 6 octobre 2006, l'ARIF et 9 autres OAR, ont recouru auprès du Département fédéral des finances (DFF) contre cette taxe, qu'ils jugent excessive et inconstitutionnelle. Seul l'OAR des CFF a renoncé à contester cet impôt.

Tout autant que le montant demandé (Frs 164'613.- pour l'année 2006 – 2007, soit 11% de son budget annuel) et l'inconstitutionnalité de cet impôt, l'ARIF dénonce la manière utilisée par le Département fédéral des finances pour parvenir à ses fins dans ce dossier.

En effet, consultés au printemps 2005 sur le projet d'ordonnance instituant cette taxe, les OAR s'étaient alors prononcés catégoriquement contre, s'appuyant notamment sur un avis de droit émis par le Professeur Xavier OBERSON, éminent fiscaliste, qui jugeait cet impôt inconstitutionnel. Malgré l'opposition unanime des OAR contre ce texte, l'administration le présenta tel quel au Conseil fédéral, qui l'a avalisé en hâte le 26 octobre 2005 pour permettre la perception de l'impôt dès 2006.

Conçu pour permettre la couverture intégrale des frais de fonctionnement d'une autorité fédérale (l'ACLBA), cet impôt sectoriel n'a pas de base constitutionnelle. De surcroît, l'ordonnance est elle-même, et sur de nombreux points, contraire à sa base légale (art. 22 LBA). Enfin, la décision de perception, qui n'indique pas ses bases de calcul, viole le droit d'être entendu garanti par l'art. 29 de la Constitution fédérale.

82% des membres affiliés à l'ARIF sont des PME comptant de 1 à 5 personnes, pour lesquelles une augmentation subite de 18 % de leurs contributions, qui plus est sans base légale ou constitutionnelle, n'est pas acceptable. OAR généraliste, L'ARIF accueille tant des gérants de fortune indépendants, que des entreprises pour lesquelles l'intermédiation financière n'est qu'une activité accessoire.

Pour les membres de l'ARIF, au-delà des aspects fiscaux, économiques et juridiques, l'impôt concerné se présente surtout comme une violation de la promesse politique faite par Monsieur le Conseiller fédéral Hans-Rudolf MERZ, qui ambitionnait lors de son élection, de soulager les PME sur les plans administratif et fiscal.

Texte complet du recours : http://www.arif.ch/Docs/actualite_archives/Recours.pdf

Personnes de contact :

Julien Blanc, Président : 079 204 42 14

Norberto Birchler, Directeur : 022 310 07 38

Genève, le 9 octobre 2006